Bernard Sujobert version préparée en vue d'une intervention orale le 19 janvier 2019

Rencontre d'hommage et d'amitié autour de Hugues Bertrand
Volet professionnel de la période Congo (1971 – 1973)

La présente note explicite et détaille une intervention orale forcément brève sur le volet professionnel de Hugues en République Populaire du Congo au début des années 1970.

En effet, son livre sur le sujet - paru chez Maspéro en 1975- est désormais quasiment introuvable et il n'existe guère de substitut disponible (articles académiques, communications, ...), contrairement à ses univers professionnels postérieurs[1]. On espère donc susciter des curiosités éventuelles pour des personnes qui découvriront le sujet et seront incitées à rechercher le livre en bibliothèque, le cas échéant.

En tant que tel, ce texte (11 pages + annexes) est, espérons-le, une contribution utile au fonds commun concernant Hugues Bertrand. Je remercie chaleureusement Lasaire et ses responsables de mettre à disposition commodément des éléments de ce patrimoine.

1- les débuts d'un planificateur : Hugues raconte
2- en une petite année, élaboration d'un plan national de longue portée
- a- Juin 1971 – Une note programmatique pour lancer un processus
- b- septembre 1971, une communication du PCT (parti congolais du travail)
- c- 2ème semestre 1971 (?) - « Note sur la méthodologie actuelle de la planification au Congo et sur les conditions de la transition dans notre pays »
- d- décembre 1971 : une année 1971 bien remplie, une fin d'année sous pression !
- e- le brusque coup d'arrêt à la suite des évènements du 22 février 1972
- f- La planification et le plan : une idée /un idéal encore vivant au Congo en 1972 ?

3- « Le Congo- Formation sociale et mode de développement économique »
- a- les textes écrits
- b- quel impact au Congo ?
- c- des influences réciproques avec d'autres personnes, ultérieurement, ailleurs ?
- d- des « répliques » dans la vie professionnelle de Hugues ?

Conclusion : Good bye Africa ou Come back Africa ?

Annexes :
- 1- Ambroise Noumazalay – trajectoire politique d'un représentant éminent de la gauche congolaise
- 2- une note du Plan congolais, juin 1971 (extrait)
- 3- couverture et 4ème de couverture des deux livres Congo-Angola de Hugues Bertrand
- 4- sommaire complet du livre « Le Congo- Formation sociale et mode de développement économique ».
- 5- histoire longue : une représentation de la côte occidentale de l'Afrique (milieu du 19ème siècle)

*

1- Les débuts d'un planificateur : Hugues raconte

« Quand je suis venu au Congo[2], je devais prendre un poste de directeur de la statistique de l'ensemble des États de l'Afrique Centrale, ce que l'on appelait l'UDEAC. Je devais prendre ce poste-là, mais il se trouve que je devais faire un petit voyage préalable, en quelque sorte une visite d'exploration du pays et là j'étais en contact avec Ambroise Noumazalay[3], un grand congolais du nord… grand par la taille et peut-être aussi par son intelligence et son envergure, et je l'ai rencontré dans ce cadre d'une future prise de fonctions…

J'étais à l'époque au PSU (Parti Socialiste Unifié) en France et il y avait des contacts avec le Parti Congolais du Travail, le PCT, et donc je l'ai rencontré dans ce cadre là. Et il m'a dit, « mais tu ne vas

1 cf. la bibliographie très riche mise en ligne sur le site de Lasaire

2 Hugues ne pouvait ignorer le contexte du Congo, d'où un journaliste du Monde venait de revenir et donnait une série de 3 articles fouillés, dont l'un montrait « un chinois sous chaque feuille » ; Gilbert Comte, « Le Congo Brazzaville en proie à le révolution », le Monde des 25, 26 et 27 mars 1970

3 cf. annexe 1 : Ambroise Noumazalay- trajectoire politique d'un représentant éminent de la gauche congolaise

pas aller occuper un poste administratif que n'importe quel français diplômé de passage peut occuper. Viens auprès de moi ». Il était à l'époque, pas ministre du Plan, il était encore un peu en « correctionnelle », mais il était coordinateur du Plan, un nom comme çà : « coordinateur » ou « coordonnateur » du plan et il m'a dit : « viens auprès de moi. On a besoin de gens qui soient engagés politiquement auprès de nous et tu seras plus utile de cette façon-là »...

Donc c'est ainsi que j'ai décidé de venir et je suis venu avec, si je puis dire, femme et bagages puisque j'étais, à l'époque, en train de nouer connaissance avec ma femme. Et donc on est arrivé comme çà. Le petit voyage où j'ai rencontré Noumazalay c'était fin 70 et je suis venu en Février 71. »

Ce qui vient d'être énoncé, c'est Hugues qui le rapporte directement à un ami angolais Paulo Lara, venu l'interviewer longuement en 2011[4] sur son expérience congolaise du début des années 70 ainsi que sur son analyse de l'Angola et du mouvement de libération nationale le MPLA, dont son père était un dirigeant éminent avant que lui-même ait des responsabilité importantes dans son pays libéré.

2- en une petite année, élaboration d'un plan national de longue portée

Nous disposons de très peu de sources directes d'information factuelles sur le travail de Hugues, sinon celles, essentielles et retravaillées par lui, qu'il a utilisées ex-post lors de la rédaction de sa thèse pour le doctorat d'État soutenue en 1974, largement reprise dans son livre édité ensuite chez Maspéro en 1975[5].

Par ailleurs, les souvenirs des ami(e)s du groupe Congo sont certes vifs, chaleureux et amicaux, mais ils sont aussi singulièrement muets sur le volet professionnel de l'activité de Hugues : les deux coopérants les plus proches professionnellement, Gérard Gié et moi-même, travaillions certes à la direction des statistiques dépendant directement des services du Plan, mais nous n'avons ni l'un ni l'autre souvenir d'avoir été associés à ce titre à son élaboration, sinon probablement de façon ponctuelle et marginale. Par ailleurs, plusieurs témoins de cette période sont aujourd'hui disparus, notamment ceux des équipes d'experts de la SEDES présents en RPC à cette époque.

Toutefois, les quelques jalons retrouvés aléatoirement attestent d'une action menée activement par l'équipe réunie autour du Coordinateur du Plan, à laquelle appartenait Hugues.

a- Juin 1971 – Une note programmatique pour lancer un processus.

Quatre mois après le début de la mission de Hugues, une note de 5 pages[6] de la « Coordination générale des services de planification », non signée[7], mais datée de juin 1971, présentait en 2 pages le dessin d'ensemble du processus proposé et, déjà, un calendrier serré des actions à entreprendre. Son intitulé était « Planification à long terme en République populaire du Congo ».

Je m'attarde un instant sur cette note, car elle porte en germe assez fidèlement le projet tel qu'il était pensé dès 1970 par les dirigeants congolais et confié à l'un de leurs plus éminents dirigeants appartenant à l'aile progressiste du régime et du Parti congolais du travail; éminent certes -il a occupé le poste de premier ministre entre 1966 et 1968-, mais controversé et contesté au cours de l'histoire politique originale et chahutée de ce petit pays, jeune d'une dizaine d'années d'indépendance.[8]

---

4 Interview de Hugues Bertrand par Paulo Lara, Paris 2011

5 « Le Congo – Formation sociale et mode de développement économique », Paris Maspéro 1975, 320 pages Sa thèse est intitulée « Formation sociale et mode de développement économique - la révolution congolaise avortée », Université de Paris I Panthéon-Sorbonne, année 1974, ronéo 420 pages. Jury : Hubert Brochier (président) ; Philippe Herzog (rapporteur, alors responsable de la section économique du PCF) ; Pierre Salama (rapporteur)

6 La note de juin 1971 se situe dans le fil d'une réflexion amorcée depuis plusieurs années par le gouvernement et les dirigeants du pays, avec des orientations et des réorientations successives. Un plan quinquennal 1970-1974, initié en 1969, devait être élaboré avec l'assistance d'experts français et soviétiques, projet qui a piétiné « en raison de l'inertie des structures administratives et surtout de l'absence d'une ligne politique claire et d'une définition politique des objectifs généraux et partiels» (source PCT, fascicule « problèmes de planification », septembre 1971). Note scannée disponible (5 pages)

7 Cette question de signature n'est pas anodine : en tant que telle, la note engage l'ensemble de la Coordination du plan, et son chef en premier lieu

Le préambule[9] procède, avec une concision magistrale, à l'état des lieux du pays, après une décennie[10] de croissance économique caractérisée par l'édification d'une petite industrie légère, placée en partie sous la dépendance de l'État, je cite ici les termes employés dans la note[11] :

- *stagnation de la production agricole*
- *saturation du système de transports*
- *perpétuation de la domination étrangère sur l'appareil de distribution et d'échanges*
- *faiblesse de l'accumulation proprement nationale*
- *accaparement par la bourgeoisie techno-bureaucratique[12] des ressources de l'État au détriment des larges masses déshéritées : une grande partie du surplus économique est ainsi détournée de sa destination finale qui devrait être du niveau de vie des masses et, par le canal de l'État, seul agent capable d'assurer une accumulation nationale importante, le financement du développement.*

« Il apparaît que le développement ultérieur de l'économie congolaise est subordonné à une reconstruction de l'ensemble économique, de la société congolaise »[13]

Ainsi *« la transformation des mentalités et la préparation des futurs cadres, experts mais militants, conformément aux besoins et aux objectifs socialistes du pays[14], implique une véritable politique à long terme dans le domaine de l'éducation[15] ».*

Un cadencement a donc été imaginé pour articuler les actions de court et moyen-terme dans une perspective de long terme.

« En effet, la transformation des structures, toujours lente, exige une longue période de temps ; c'est pourquoi il a été décidé de faire porter la réflexion, dans le cadre de la planification, sur les transformations à long terme (horizon 1985) de l'économie congolaise, afin que les programmes ou plans à moyen-terme s'insèrent dans une perspective d'ensemble ayant fait l'objet d'un choix et d'une réflexion politique véritable. »

La conclusion du préambule donne clairement la ligne politique :

« Il est donc important que les équipes de planification conservent constamment à l'esprit que leur travail doit d'abord éclairer les choix politiques de la période de transition vers le socialisme, c'est à dire une période longue, et non les quelques années à venir. C'est ensuite seulement que ces choix seront insérés par les techniciens dans un cadre global baptisé « Plan ». En bref, pour décider du chemin à parcourir, la République Populaire du Congo veut porter son regard jusqu'à la limite de

---

8 Cf. annexe 1. Pour un rappel du contexte historique du pays au début des années 70, on se réfèrera à des articles de presse (Hugues a signé deux contributions dans le Monde diplomatique en mai 1977 et avril 1978) ou à la première partie de son livre, intitulée « histoire politique sommaire du Congo depuis l'indépendance » (sommaire peut-être, mais occupant quand même une quarantaine de pages ...)

9 cf. annexe 2, extrait de la première page de la note de juin 1971

10 On rappelle que le Congo est indépendant depuis 1960 (15 août, fête nationale), dans le flux des indépendances des anciennes colonies françaises en Afrique

11 Les termes de la note sont cités à dessein, car ils sont aussi ceux utilisés ultérieurement dans la thèse et le livre de Hugues, où ils seront longuement explicités et justifiés. Ici, ils témoignent donc d'une « signature » conjointe de Hugues et de Noumazalay et ils sont un « marqueur » de leur commune vision des choses.

12 Ce concept est très fréquemment utilisé dans les écrits de Hugues, souvent complété d'un préfixe "pseudo-bourgeoisie bureaucratique ". Dans l'ouvrage Le Congo ..., cette classe est décrite précisément et elle apparaît dominante dans ce pays en tant que détentrice du pouvoir d'État (cf. pages 133 à 140 d'un thème consacré à l'analyse des classes sociales congolaises)

13 On peut penser que la virgule posée à cet endroit n'est pas fortuite : c'est l 'économie **et** la société que l'on se proposait de reconstruire dans un processus de planification de long terme

14 La visée est précisée, le mot est dit : « objectifs socialistes » ; qu'on le veuille ou non -certains au sein du pouvoir le voulaient, d'autres non-

15 L'insistance sur le thème éducation (et enseignement) est notable et restera toujours prégnante : sans soute faut-il la rapprocher d'une réflexion récente animée par le PCT sur ces questions (colloque sur l'école du peuple qui s'est tenu à Brazzaville du 20 novembre au 5 décembre 1970), au cours duquel le parti avait été lui-même mis en cause et en difficulté. On retrouvera cette attention de Hugues à la question de l'éducation dans plusieurs autre écrits de la période Congo (par exemple dans son livre Le Congo etc. ouvrage cité, pages 66 et 301 à 308) ; sans oublier d'autres étapes ultérieures de son parcours professionnel ensuite, notamment la direction du Cereq !

visibilité de façon à éviter les errements de myopie et le conservatisme de ceux qui ne voient que les 2 ou 3 prochains pas. »

Suivent ensuite deux paragraphes plus précis concernant :

- le principe de la procédure proposée, articulant trois phases dont on vous fait grâce
- la procédure pratique et la préparation technique des tâches, laquelle mobilisera les cadres nationaux compétents qui avaient suivi un stage de planification organisé par la Sedes (filiale de la Caisse des Dépôts)

Deux pages d'annexes listent ensuite des domaines d'études et d'approfondissements (23 sujets au total) selon plusieurs thématiques : études sectorielles ; partenaires industriels et commerciaux ; financement intérieur ; financement extérieur ; ressources humaines ; niveau de vie ; études régionales ; comptabilité économique. En face de chaque item figurent les équipes nationales mobilisées et des coopérations étrangères mobilisables. Ces dernières appartiennent essentiellement à des pays socialistes (à l'époque, avec ou sans guillemets à ce mot, exclusivement venus du bloc soviétique, parmi lesquels une forte participation de l'ex-RDA[16]), mais aussi à des organisations internationales (PNUD, BIT, OMS, Unesco, etc.). Les pays non socialistes semblent n'être représentés que par la France, qui joue cependant un rôle important via la Sedes et … la nationalité de Hugues !

La dernière page de la note présente l'organigramme général de la procédure de planification proposée, déclinée en quatre étapes couvrant le second semestre 1971 et l'ensemble de l'année 1972 :

- les deux premières étapes courent sur 8 mois et se concluraient en février 1972 par une synthèse des orientations de moyen-terme, ainsi que des éléments bi ou triennaux
- les deux dernières étapes (5 mois chacune) conduiraient, à la fin du processus à un « programme et synthèse bi-ou triennal » (novembre 1972) suivi de la « mise en place définitive », à partir du mois de décembre 1972[17]

La note de juin 1971 me paraît révélatrice de la méthode de travail de Hugues :

- la clarté dans les attendus, les contextes et les objectifs politiques : les termes utilisés sont nets et ils n'atténuent ni la sévérité du diagnostic, ni la hauteur des engagements politiques nécessaires pour transformer la société en profondeur, ni la visée finale socialiste
- l'articulation agile des temporalités, notamment en combinant des opérations de court ou moyen-terme de durée et d'horizon proche (2 ou 3 ans) et des visées de long-terme (ici, près de 15 ans pour un horizon placé en 1985)
- la coordination prévue d'un ensemble complexe d'équipes (nationales et/ou étrangères), intervenant sur une variété importante de domaines (les 23 sujets)
- un tempo très soutenu dès le départ : un premier rendez-vous de synthèse est prévu au bout de dix mois et la mise en place définitive d'un plan (?) au bout de 18 mois environ !

b- septembre 1971, une communication du PCT (parti congolais du travail)

En septembre 1971 (soit six mois après le démarrage de la mission de Hugues), le PCT publiait un ensemble de deux textes sous l'intitulé général « Politique et Développement »[18].

Le fascicule I « Problèmes de planification » retrace la genèse de la préparation du plan, dont l'origine était une note « État de la planification » de la Coordination générale des services de Planification en date de novembre 1969[19] (donc antérieurement à l'arrivée de Hugues). Il reprend ensuite les principaux thèmes de la note de juin 1971 que nous venons d'analyser précédemment.

16 D'autres pays socialistes étaient présents et intervenaient sous diverses formes au Congo (RP Chine, Cuba, RPDC de Corée), mais en dehors de l'expertise dans le cadre du processus de planification proprement dit

17 Cette date butoir correspondait peut-être à la durée initialement prévue de la mission de Hugues au Congo

18 Ce texte est mentionné par Hugues -qui l'attribue à la gauche du parti- (cf. Le Congo... , ouvrage cité page 65) ; le responsable de la propagande du PCT était alors Claude Ernest N'Dalla, un représentant historique de la gauche. Il est évident que A. Noumazalay avait tenu une place essentielle dans la conception et la rédaction de ce document relevant directement de son domaine de responsabilité (voir aussi ci-après la note n° 41). Dans son commentaire, Hugues retient l'aveu d'une faible marge de manoeuvre du parti et de l'État pour faire place aux préoccupations ouvrières et paysannes. Les fascicules I (25 pages) et II (22 pages) sont scannés et disponibles

19 Document malheureusement non retrouvé dans les archives. On sait que A. Noumazalay n'avait aucune responsabilité politique en 1969 et donc aucune part directe à la planification (cf. annexe 1)

Thèmes repris, oui, certes, mais avec des nuances et des accents laissant penser que Hugues n'en était pas le principal rédacteur et que la communication du PCT avait veillé à l'orthodoxie du discours ou à l'équilibre des courants politiques au sein du parti -on ne sait- !

- Disparue la bourgeoisie techno-bureaucratique accapareuse des ressources de l'État : on parle du risque de « *s'enliser dans le bureaucratisme et la technocratie verbale »*[20].
- Renforcée une forme d'affirmation (logomachie ?) révolutionnaire quand on lit par exemple les objectifs assignés au secteur productif d'État. Citation : *« Ce secteur doit devenir rapidement la base de la construction socialiste future :*
  - *base « rouge » de la classe ouvrière congolaise ;*
  - *outil de sa formation ;*
  - *élément indispensable pour assurer la transition vers des formes de production collectivistes. »*

En fait la plaquette du PCT portait davantage -en les détaillant- sur l'évolution des divers secteurs de production et des forces productives, assorties de tableaux statistiques absents de la note de juin.

Le fascicule II traite des grandes lignes de la stratégie du développement de la République populaire du Congo durant la prochaine décennie.

c- 2ème semestre 1971 (?) - « Note sur la méthodologie actuelle de la planification au Congo et sur les conditions de la transition dans notre pays »[21]

Une note non datée et non signée déploie en 26 feuillets un état du processus de planification.
Il y a de fortes présomptions que Hugues soit sinon l'auteur exclusif de cette note, du moins le contributeur essentiel. Des formulations qui lui sont familières sont en effet une quasi « signature » du document.

La formulation plurielle tout au long de la note « *notre pays, » … « les difficultés auxquelles nous nous heurtons »* etc. n'est certainement pas la marque d'un pluriel de majesté, mais elle témoigne d'une unité de vue entre les porteurs (inconnus de nous) du texte. Il y a tout lieu de penser qu'Ambroise Noumazalay et Hugues Bertrand soient engagés ensemble sur le fond de cette note.

Par ailleurs, l'absence de datation ne fait pas obstacle à des hypothèses de forte probabilité : il apparaît nettement en effet que ce travail, plus fouillé que la note de juin 1971 analysée précédemment, présente des réflexions sur la place des services du Plan dans l'appareil d'État, sur les contradictions auxquelles ils sont soumis de fait, directement liées aux « contradictions principales » pesant sur l'exercice de planification selon l'intitulé et l'objet de la première section du texte. L'ensemble de la note témoigne ainsi d'un acquis d'expérience et d'une maturation du processus de planification qui étaient hors d'atteinte dans les tout premiers mois de la mission de Hugues.

Une comparaison trop rapide entre la publication du PCT (septembre 1971) déjà commentée et la note évoquée ici ne donne pas d'indication décisive quant à l'articulation de ces deux textes. Ils ne se ressemblent guère, quoique traitant grosso modo des mêmes thèmes. Il est possible qu'ils reflètent l'un et l'autre une réflexion fondée sur des constats, des analyses et des projets de planification faisant partie du « fonds commun » des débats de l'automne 1971 autour du Plan.

Plan de la note :
I- les contradictions principales : les formes qu'elles revêtent au Service du Plan (pages 2 à 7)
II- phase de transition et stratégie du développement économique (pages 7 à 22)

- le travail dans les campagnes (p. 8-11)
- l'industrialisation (p. 12-16)
- commerce et transports (p. 16-17)

20 Ce thème restera prégnant durant des années encore : cinq ans plus tard en 1976, Marien N'Gouabi affirmait -en détournant plaisamment le concept- : « les situationnistes (NB de l'administration congolaise) sont ceux qui cherchent des situations » ! Cf. Dominique Desjeux « Le Congo est-il situationniste – 20 ans d'histoire politique de la classe dirigeante congolaise. » Revue d'études politiques et économiques africaines. L'auteur reconstitue l'histoire politique du Congo en se référant explicitement à l'ouvrage de Hugues Bertrand. Lien : http://www.argonautes.fr/uploads/uploads/documents/1980_D.DesjeuxleCongo.pdf

21 Note reçue de Michèle Bertrand début décembre 2018. Document complet (26 pages) scanné et disponible

- l'accumulation (p. 17-20)
- le travail national (p. 20-21)
- les prix (p.21-22)

III- Conclusions générales sur la transition et la préparation du Plan (pages 23 à 26).

Les conclusions de la note se veulent opérationnelles pour la suite du processus de planification.

Citation (extraits)

« Dans ces conditions, le programme de base, c'est à dire la trame maîtresse du Plan, devient, compte tenu des analyses de la deuxième partie :
1 - préparation de nouvelles structures à mettre en place dans les campagnes avec pour objectif final la formation de communes rurales et pour moyen initial le choc créé par l'"animation rurale"[22] [23]….
2 - développement industriel fondé sur l'acceptation de l'économie d'échanges avec pour centres moteurs les grandes valorisations des ressources naturelles inductrices d'activités secondaires multiples …
3 - contrôle progressif du commerce extérieur …
4 - réorganisation de l'appareil d'Etat parallèlement à l'assainissement des finances publiques …
5 - refonte du système d'enseignement par la mise en place progressive et l'approfondissement du projet "École du Peuple". … »

Suivait ensuite l'esquisse d'un tempo souhaitable pour les différentes étapes du processus de planification, selon le schéma déjà annoncé dans la note de juin 1971 :

- à court terme (2-3 ans) un effort d'investissement dans quelques secteurs identifiés, mobilisant des fonds venus essentiellement de l'extérieur
- à plus long terme (5-10 ans), un effort d'investissement d'une part plus étatique et d'autre part plus diversifié concernant les fondamentaux de l'économie et de la société congolaise : perspectives industrielles ; École du Peuple ; Plan Santé ; Développement rural ; Infrastructures ; commerce ; petite entreprise.

d- décembre 1971 : une année 1971 bien remplie, une fin d'année sous pression !

Il paraît utile de restituer ici le climat social et politique du pays au terme de la première année de la mission de Hugues. La vie sociale Congo était sous tension en divers points du territoires et dans plusieurs secteurs durant les derniers mois de l'année 1971 : grève « sauvage » à Pointe-Noire ; grève des lycéens, notamment à Brazzaville (novembre) etc.[24]

Une n-ème réorganisation du parti et du gouvernement

Un Comité central extraordinaire du PCT se réunit en deux sessions (21 novembre et du 5 au 16 décembre 1971) sur un ordre du jour qui donne une tonalité dramatisée de la situation[25].

À l'issue de cette réunion, le bureau politique du PCT est réduit à cinq personnes, soit par ordre de désignation dans le communiqué final : N'Gouabi, président, puis : 1 membre chargé du plan (Noumazalay) ; 1 membre chargé de l'organisation et de la propagande (N'Zé) ; 1 membre chargé de la commission permanente à l'armée (Diawara) ; 1 membre chargé des finances et matériels (Poungui)[26]. Par contre, Noumazalay ne figure pas au

22 L'accent mis sur le monde rural et son organisation est significatif dans ce texte et les termes employés évoquent des modèles qui parlaient à l'imaginaire de bien des jeunes de cette époque. Le concept de commune populaire (souligné dans le texte) est mentionné, dans une visée d'organisation de la lutte des classes à la campagne et d'implantation du Parti dans les campagnes …

23 La partie « animation rurale » du Plan bénéficiait de l'apport auprès du Commissaire au plan d'un expert français (Pierre Pugin, arrivé au Congo en 1971), ancien conseiller du premier ministre sénégalais Mamadou Dia alors que ce pays tout juste indépendant (années 1960) cherchait une voie de développement autonome. C'est devenu un ami de la famille Bertrand. Rapport « Pugin » sans titre, non daté, non signé (texte de 40 pages scanné et disponible)

24 Source Congo - Formation sociale ..., ouvrage cité page 67

25 Ordre du jour du Comité central extraordinaire du PCT (du 5 au 16 décembre 1971 à Brazzaville) : 1- Épuration du Parti, du Comité central, et du Bureau politique ; 2- Réorganisation et réduction du bureau politique ; 3- Réfection de la structure du Conseil d'État (NB = le gouvernement) ; 4- Nomination des nouveaux membres du Conseil ; 5- Autocritique et critique des membres restés au Comité central (source Etumba n° 221, 18-25 décembre 1971)

26 source Etumba n° 221 du 18-25 décembre 1971 dont l'éditorial est intitulé : « Injecter du sang nouveau et sain pour renforcer le Parti Congolais du Travail », expression condensée du discours de N'Gouabi à ses camarades du CC. Voir annexe 1 de la présente note

Conseil d'État ; les deux membres du BP également membres du conseil d'État sont Marien N'Gouabi, président et ministre des armées et Ange Poungi, ministre des finances et du budget (il n'y a pas de ministre du Plan).

Un Coordonateur confirmé dans l'ensemble de ses fonctions et responsabilités

Dans une note de fin d'année adressée aux personnels de ses services (datée du 24 décembre), le Coordonateur les félicitait et les remerciait en ces termes[27] : *«Vous avez eu à coeur de travailler avec conscience et efficacité pour en faire (NB la Coordination Générale des services de Planification) un outil précieux au service de notre Révolution et du développement économique, social et culturel de notre pays. Par ailleurs, vous avez tous, Congolais et Coopérants de toutes origines, su cultiver le sens de la solidarité professionnelle qui a créé à la Coordination générale une ambiance favorable au travail. Je vous en exprime ma satisfaction et mes remerciements...*

Il concluait ainsi : « *… vous démontrerez à tous votre souci du bien national, votre goût du travail bien fait et votre sens de l'économie des deniers publics ».*

Des mots de circonstance et sans importance ? Des bonbons sucrés de soir de fête ?

e- le brusque coup d'arrêt à la suite des évènements du 22 février 1972

On cite à nouveau Hugues, dans son interview de 2011 :

> *« On sentait que l'on était dans une période transitoire où il y avait un relatif équilibre droite-gauche, arbitré par Marien N'Gouabi. Et c'était d'ailleurs la justification de la présence de Marien N'Gouabi, cette capacité à être ouvert des deux côtés. C'était donc une situation assez instable où ni les éléments dits de gauche qui étaient d'ailleurs pluriels, ni les éléments de droite ne se satisfaisaient de cette situation. Alors, qu'il y ait eu à un moment ou un autre une tentative dans un sens ou dans l'autre, c'était attendu. En tout cas ça pouvait être facilement imaginé.*
>
> *Moi j'ai toujours trouvé que ça a été un coup d'État qui a été très mal monté, très mal ficelé. Je me souviens très bien que la veille du coup d'État, avoir vu Ambroise Noumazalay courant dans tous les sens… Il était très facile de voir qu'il se préparait quelque chose. Enfin, sur le plan tactique je ne pense pas qu'il était très brillant. »*

Et immédiatement ensuite ?

> *« La thèse, je l'ai démarrée après le coup d'État de Diawara[28], puisque à ce moment-là j'ai eu du temps puisque Ambroise Noumazalay était sous les verrous[29] et j'ai eu donc tout mon temps. J'avais d'ailleurs un factionnaire derrière la porte de mon bureau. Je n'avais donc pas beaucoup de choses à faire d'autre que me consacrer à des taches plus personnelles et j'ai donc démarré à ce moment-là une thèse que je devais, de toutes les façons, faire sur ce pays. J'ai rédigé tous les jours, à partir de là, ma thèse sur le Congo. Ce qui n'avait rien à voir avec l'Angola. C'était un autre centre d'intérêt.*
>
> *…*
>
> *Le thème s'appelait « Congo – Formation Sociale et Développement Économique ». C'était vraiment… Ça tournait autour du Congo-Brazzaville et de toute la dynamique économique et sociale de ce pays dans la période où nous étions… Située dans l'histoire, c'était une thèse d'économie. Mais c'est une espèce de fresque et de synthèse visant à analyser la dynamique économique de ce pays dans cette période un peu charnière entre le passé colonial et l'avenir indépendant. »*

On notera ici le mot « fresque », assez marqué dans le monde des macro-économistes du moment. Que l'on songe par exemple à un travail emblématique mené alors par l'Insee, la « fresque historique du système productif » de Bernard Guibert, Jean Laganier et Michel Volle, publiée en 1974 mais travaillée longuement antérieurement. Le second auteur cité et sa compagne étaient déjà amis de Hugues et de sa famille et ils le sont restés.

f- La planification et le plan : une idée /un idéal encore vivant au Congo en 1972 ?

27 La note de service mentionnée ici (1 page scannée disponible) est donc signée d'un dirigeant politique de haut niveau, dont la légitimité dans son domaine de responsabilité venait d'être réaffirmée

28 22 février 1972

29 En fait, Ambroise Noumazalay a été condamné à mort (avec d'autres camarades) par une cour martiale ; tous les condamnés à mort ont graciés par le président N'Gouabi peu après la condamnation, mais il n'a pas retrouvé rapidement de responsabilité politique ensuite (cf. annexe 1)

Point mentionné pour mémoire, sous réserve d'inventaire pour un examen plus sérieux par d'autres que moi, plus qualifiés et plus proches des sources d'information.

On peut douter cependant d'une réponse positive à cette question si on se base sur les documents à notre disposition, soit la collection annuelle 1972 presque complète d'Etumba, l'hebdomadaire central du PCT (Parti congolais du travail) à l'écoute des faits et gestes de la classe dirigeante et véhicule de sa communication.

Brève chronologie 1972 :

- **mai 1972**, décret du gouvernement portant création du Commissariat général au Plan rattaché à la présidence du Conseil d'État (Conseil d'État = gouvernement) et abrogeant le décret précédent (novembre 1969) qui organisait les Services de planification[30] . Dans le même temps, décret de nomination du Commissaire général au Plan, André Mountou, qui ne semble pas avoir occupé une place de premier plan au sein du pouvoir politique ou administratif[31]
- **octobre 1972** - On soupçonne un débat politique autour de cette question, si l'on en croit l'expression personnelle d'un camarade du parti publiée peu après dans l'organe du PCT[32]. Thème : « La place du Plan dans le développement économique ». Le contenu de cet article est très général, sans portée ni intérêt immédiatement perceptibles (mais attention toutefois aux éventuels messages subliminaux, inaccessibles à ceux qui ne disposent pas des clés de lecture …)
- **décembre 1972** - le congrès extraordinaire du PCT, tenu en décembre 1972, renouvelle les orientations du pays et désigne les organes dirigeants du parti et du gouvernement. Une résolution du congrès extraordinaire « s'appuyant sur le programme du Parti correspondant à l'étape stratégique de la Révolution Nationale Démocratique et Populaire » est adoptée et traite d'une large gamme de thèmes. Parmi eux, « un plan de développement économique et social doit être élaboré » et le sera sur la base suivante : faire le bilan de la planification en RPC ; identifier « les principales causes des carences des structures de planification » ; définir « les principes d'élaboration et d'exécution du plan » ; proposer « des mesures pratiques pour résoudre les problèmes techniques et politiques qui précèdent l'élaboration du plan »[33]
- **Janvier 1973** – Conséquence immédiate : l'organisation interne du parti et le gouvernement sont reconfigurés par décret les premiers jours de l'année. La planification est placée sous une double tutelle de niveau plus élevé que dans le dispositif immédiatement antérieur : gouvernementale (le vice-président du Conseil d'État, Ange Poungui est également ministre du Plan) et politique (une commission du comité central nouvellement élu est dédiée au Plan)[34].

Rien ne permet donc d'affirmer que le projet de plan, vigoureusement propulsé jusqu'aux premières semaines de l'année 1972, ait été porté activement par d'autres durant l'année 1972, fût-ce sur des orientations différentes voire opposées à celles impulsées par l 'équipe précédente ! Tout indique plutôt le contraire. Quant aux suites du plan et d'un plan, elles sortent de l'épure de la présente note.

Concernant le cas particulier de Hugues, écarté et même mis sous surveillance quoique résidant toujours à Brazzaville et libre de ses mouvements, on comprend dans quel contexte tout s'est arrêté pour lui.

3- « Le Congo- Formation sociale et mode de développement économique »[35]

a- les textes écrits

30 Etumba n° 243 du 27 mai au 3 juin 1972

31 Il n'est membre d'aucune instance de direction du parti et son rang dans la liste des membres du PCT issue du congrès du PCT de décembre 1972 restera modeste : n° 57 (sur 231) selon Etumba n° 275, semaine du 20 au 27 janvier 1973

32 Etumba n° 262 du 7 octobre 1972, document scanné disponible

33 Etumba n° 274 du 6 janvier 1973, numéro spécial consacré au congrès extraordinaire. Quelle est la part de critique du passé immédiat, c.à d. le processus de planification auquel Hugues a apporté son expertise ? Que conservera-t-on de l'acquis de ses travaux dans le futur ? Questions en dehors du champ de la présente note

34 source : Etumba n° 275. Quatre membres du CC font partie de cette commission, dont Pascal Lissouba -n° 37 sur les 40 membres du CC, mais 224 ème (sur 231) dans la liste des membres du parti-. La trajectoire politique de Pascal Lissouba est intimement et contradictoirement imbriquée avec celle de Noumazalay depuis le début de la révolution congolaise : l'un et l'autre ont été premier ministre, l'un et l'autre ministre du Plan etc. ; elle le restera durablement encore dans l'histoire troublée du Congo

35 BERTRAND Hugues.1975. Formation sociale et mode de développement économique. 320 p. Edition F. Maspero. Cf. couverture et 4ème de couverture en annexe 3

Quelques mots sur l'ouvrage « Le Congo – Formation sociale et mode de développement économique ». Maspéro 3ème trimestre 1975 ; collection « Critiques de l 'économie politique », 320 pages[36,37].

Il faut insister d'emblée sur le fait que ce livre, tout comme la thèse dont il est issu, ne disent rien (ou si peu) du processus politico-administratif de planification auquel Hugues a participé activement, en raison même de sa brutale interruption juste un an après le début de son activité.

Le sommaire détaillé[38] permet de vérifier le niveau de détail dans lequel est présentée l'analyse de la formation sociale congolaise, dont la planification devait éclairer et accompagner la transformation dans une visée anti-impérialiste et socialiste. On donne ici les intitulés des grandes divisions de l'ouvrage :

- préambule
- histoire sommaire du Congo depuis l'indépendance
- Introduction à la formation sociale congolaise
- l'activité économique au Congo
- la reproduction économique et sociale
- conclusion.

Le titre du livre est, on le rappelle : « Formation sociale du Congo et mode de développement économique »[39]. Mais c'est aussi - par l'ampleur de la réflexion- le livre de formation d'un intellectuel puissant, mobilisant et développant des connaissances et des analyses approfondies en matière d'histoire, de sociologie, d'économie, de politique, etc. La modestie même des intitulés (histoire sommaire ..., introduction à …) suggère que Hugues avait conservé sous le pied des réserves que le format d'un livre, même important, ne permettait pas d'épuiser totalement.

Retenons ici les deux synthèses les plus marquantes, probablement celles où Hugues a fait passer ses idées les plus essentielles au moment où il les formulait :

i- le préambule (une trentaine de pages) est une réflexion sur le problème africain dans les années 1970 en général, en questionnant plus précisément : l'idéologie du développement ; la nature du pouvoir en Afrique noire ; la nature du développement ; l'évolution des contradictions. Ici, le propos n'est pas uniquement centré sur une monographie d'un pays africain original, dans un contexte historique et politique particulier, mais il ouvre d'emblée sur une réflexion continentale pour l'Afrique post-coloniale.

ii- la conclusion *« Et maintenant ? »* ouvre sur le futur (10 pages). En effet, selon Hugues, l'analyse minutieuse des faits et leur interprétation économique, sociale et politique ne doivent pas rester inutiles ni sans effets sur un futur confié à d'autres, connus ou inconnus, ici au Congo ou là en Afrique.

La conclusion reprend donc en la condensant l'analyse politique de l'histoire récente du Congo, en se fondant sur les structures sociales en présence.

- Hugues considère que *« Une course est donc engagée, ou plus exactement se poursuit, entre deux systèmes d'alliances de classes totalement opposés dont la ligne de partage traverse la pseudo-bourgeoisie bureaucratique elle-même : à ces deux systèmes d'alliances correspondent deux formes de construction économique bien différentes ; l'une dans la stricte obédience impérialiste et dans l'ornière tribale dont les premières victimes sont déjà, seront toujours plus les diverses couches populaires des*

36 Le texte aurait été repris (intégralement ?) sous un titre sensiblement différent «Le Congo. Problèmes de la formation économique ». Petite collection FM, n° 26 de la série « économie et planification », dirigée par Charles Bettelheim et Jacques Charrière. Texte non retrouvé dans cette version

37 On considérera en première analyse (et sous réserve de vérification minutieuse) que le livre est suffisamment proche de sa thèse pour ne s'attacher qu'à l'ouvrage publié. Cependant, il est possible que la thèse soit désormais plus accessible que le livre lui-même, très difficile à trouver actuellement !

38 cf. annexe 4

39 Pour une présentation succincte du livre, voir par exemple la notice bibliographique de Dominique Desjeux (déjà cité) dans la revue Tiers -Monde n° 71, 1977. Dans cette livraison de la revue, un dossier « des X s'interrogent sur le développement ». Ainsi Hugues y côtoie Gruson et d'autres anciens camarades polytechniciens, rencontre fortuite et étonnante ici. Lien : https://www.persee.fr/doc/tiers_0040-7356_1977_num_18_71_2753_t1_0677_0000_2

villes et des campagnes ; l'autre tendant nécessairement à être nationale, démocratique et populaire, à condition que les leçons du passé soient tirées, sans quoi le risque serait grand, comme le soulignait prophétiquement Noumazalay quelques mois avant son éviction que " l'étape de la révolution nationale, démocratique et populaire aura conduit, non pas au socialisme, mais au capitalisme, que celui-ci soit un capitalisme d'Etat ou un capitalisme classique"' »[40] [41]

– dans cet esprit, la conclusion se focalise sur la gauche historique congolaise, sa nature, sa force initiale, ses faiblesses et son échec *in fine,* au moment précis où une importante rente pétrolière transforme radicalement les termes du développement économique.

On citera simplement les dernières lignes du livre – elles figuraient déjà à l'identique dans sa thèse- qui sont comme un hommage de Hugues au Congo et à son peuple, mais aussi une ouverture espérée sur l'avenir de l'Afrique que, pour sa part, Hugues conservera parmi ses centres d'intérêt sa vie durant.

«Le mouvement populaire d'août 1963, l'action de la gauche congolaise ensuite ont placé le Congo à la tête des luttes des peuples africains : l'analyse de ses erreurs et de son échec est un élément essentiel de la poursuite, du renouvellement et du succès de ces luttes. Nous souhaitons que ces lignes puissent contribuer à la diffusion, à l'étude et à l'utilisation de cette expérience historique trop peu connue et pourtant si importante, fondamentale, pour l'Afrique. »[42]

b- quel impact au Congo ?

Paragraphe pour mémoire, faute d'informations plus complètes. Selon Dominique Desjeux, l'ouvrage aurait été officiellement critiqué par Etumba, journal du PCT, mais on ne sait rien de la nature de cette critique ni du contexte dans lequel elle a été formulée.

c- des influences réciproques avec d'autres personnes, ultérieurement, ailleurs ?

François Partant[43] - On pourrait simplement ici évoquer un ami de Hugues, François Partant, économiste du développement très original et lui aussi « éveilleur de consciences» à ses heures[44]. Ils se sont connus tous deux au Congo fin 1971, autour de même objet de travail : le Plan alors en cours d'élaboration.

L'un de ses livres -« La guérilla économique - Les conditions du développement » consacre deux chapitres à la planification économique[45], le second (« le plan d'une révolution ») est explicitement basé sur l'exemple congolais. Hugues Bertrand figure dans la courte bibliographie de l'ouvrage de François Partant aux côtés de Samir Amin[46], Charles Bettelheim, Pierre Clastres, Ivan Illitch, Pierre Jalée et quelques autres encore ; un voisinage intellectuel qui ne manque pas de panache !

Pour donner une idée du débat en cours à la fin de l'année 1971 autour du Plan et dans les services les plus concernés, voici ce que rapporte François Partant en introduction. Selon ses propres dires, il était question, à la fin de l'année1971, qu'il soit appelé au Congo afin d 'étudier le financement du plan de développement en cours d'élaboration. Il y fit un premier voyage « en touriste », au cours duquel, au terme d'un travail de trois semaines, il rédigea une note destinée à Ambroise Noumazalay où il concluait que l'étude demandée était sans objet. Citation : *« Le problème n'était certainement pas de trouver des ressources pour financer le Plan, mais bien de reconsidérer de toute urgence les orientations de celui-ci, ainsi que les instruments qu'utilisait l'État pour intervenir dans l'économie* »[47]. Cette mission n'aura aucun débouché, car interrompue elle aussi par les suites du

40 Le Congo, op cité, page 317. La citation directe de Noumazalay choisie par Hugues à cette place de la conclusion montre, me semble-t-il, l'accord profond entre ces deux personnes. Or, cette référence ne figure pas dans la conclusion de la thèse ronéotée, preuve probable d'une intention explicite de la part de Hugues de lui rendre hommage appuyé dans la conclusion générale du livre imprimé

41 Cette citation de Noumazalay est identique à une expression figurant dans la conclusion du fascicule II de la plaquette « Politique et Développement » (cf. le § 2-b de la présente note)

42 Le Congo … ouvrage cité, pages 317-318

43 Nom de plume de François Roche

44 Ainsi, le titre de l'un de ses livres est : « Que la crise s'aggrave » ; du Yves Montand sans la musique ...

45 « La guérilla économique ». Éditions du Seuil, Paris 1976 ; cf. plus particulièrement les deux chapitres « planification de l'économie et programmation du sous-développement » et « le plan d'une révolution » (pages 113 à 147). Hugues figure dans la courte bibliographie de l'ouvrage de François Partant aux côtés de Samir Amin, Charles Bettelheim, Pierre Clastres, Ivan Illitch, Pierre Jalée et quelques autres encore ; un voisinage intellectuel mérité !

46 Décédé en août 2018 deux jours après Hugues, il avait co-rédigé avec Catherine Coquery-Vidrovitch une « Histoire économique du Congo (1880-1968) ». Anthropos 1969, 212 pages

47 « La guérilla économique ». Éditions du Seuil, Paris 1976, Introduction, pages 9 et 10

coup d'état du 22 février et de son échec. La parenté de cette histoire avec l'histoire professionnelle de Hugues au Congo est frappante !

Hugues, qui a donc travaillé une courte période avec François Roche (Partant) à Brazzaville, a participé plus tard à une brochure en hommage à François Partant (1995) ; son témoignage donne en quelque sorte des aperçus de sa propre pensée[48].

Des économistes africains ? Christian Julia a suggéré ailleurs l'influence de Hugues sur une génération d'africains. Point à creuser ultérieurement par d'autres.

d- des « répliques » dans la vie professionnelle de Hugues ?

Ici, je ne fais que les énumérer, dans l'attente des présentations des autres « univers » dans lesquels Hugues a déployé ses activités professionnelles et militantes :

- un intérêt immédiat élargi à d'autres pays africains[49], notamment l'Angola[50]
- au sein du Plan français (CGP) ? Rien de notable, vérification faite aussi auprès de collègues et camarades proches de cet organisme essentiel et prestigieux … mais disparu depuis
- articulation avec les thèmes de la régulation (cf. l' « univers » ad-hoc)
- les enseignements de Hugues dans divers pays
- la CFDT (secteur économique cf. l' « univers » CFDT). On rappelle que la CFDT était porteuse d'une vision très travaillée de la planification démocratique et Hubert Prévot, lui-même ancien responsable de la CFDT, était Commissaire au Plan de 1981 à 1984 après l'arrivée de la gauche au pouvoir
- les questions d'éducation et de formation, déjà très présentes dans les conditions et les objectifs du plan congolais. Hugues les retrouvera beaucoup plus tard, notamment dans la partie CEREQ de sa carrière (années 2000).

Conclusion : Good bye Africa ou Come back Africa ?

On suggérera ici -sans y insister- un intérêt profond et durable de Hugues pour l'Afrique, ainsi que le prouve encore son tout dernier ouvrage publié « La nouvelle question africaine », paru chez l'Harmattan en juin 2018[51].

Un appendice de ce livre -consacré à l'Afrique et à sa place future dans le monde- est significativement intitulé « Babel africaine : le grand brassage des langues ».

Or, dans un écrit très personnel (non publié)[52], évoqué lors de ses obsèques à Bastia par Jean-Yves Delanoe, Hugues affirmait dans la toute dernière phrase du texte :

« La langue ? Ce qu'il y a de plus beau, de plus puissant et de plus magistral dans l'assomption humaine. Le langage, les langues : l'humanité ! »

*

* *

48 Francois Partant : L'homme des ruptures – l'Anti-économiste. Interventions de Hugues pages 6-7 et 20. Lien : https://www.lalignedhorizon.net/pdf/brochure_francois_partant_homme_des_ruptures.pdf

49 Petits cailloux dans ce parcours : un livre du CEDETIM coordonné par Hugues « Angola : la lutte continue », Cedetim/François Maspéro ; avril 1977, 210 pages ; des articles du Monde Diplomatique sur le Congo déjà cités (mai 1977 et avril 1978) ; « La nouvelle question africaine », 100 Pages, l'Harmattan, 2018

50 cf. l'intervention de Gus Massiah au nom du Cedetim

51 En vente lors de la rencontre d'hommage et d'amitié organisée le 19 janvier 2019 à Paris

52 « Savoureux Savoirs », texte de Hugues Bertrand (2018 ?)

Annexe 1 : Ambroise Noumazalay –
Trajectoire politique d'un représentant éminent de la gauche congolaise

Pour des compléments souhaitables à cette annexe, on recommande déjà trois textes de Hugues Bertrand :

- « Formation sociale du Congo et mode de développement économique » Paris Maspéro 1975
- « Congo : La lutte pour le pouvoir » - Le Monde Diplomatique Mai 1977
- « Congo : un régime en sursis » Le Monde Diplomatique avril 1978

La première référence est la plus complète, mais ne traite que de la période antérieure à 1973. Les articles du Diplo décrivent les soubresauts ultimes de la révolution congolaise. Le pays en effet entrera dans une période politique totalement différente, à la suite du double assassinat du président Marien Ngouabi et de l'archevêque de Biayenda de Brazzaville en 1977, à quelques jours d'intervalle (18 et 22 mars).

D'autres sources ont été sollicitées, dont on ne sait pas toujours apprécier la qualité de l'information qu'elles apportent [53].

Ambroise Noumazalay était à l'époque de l'arrivée de Hugues au Congo une personnalité politique de premier plan.

Ancien de la FEANF (Fédération des étudiants d'Afrique noire en France) pendant ses études à Toulouse, il avait pris une part importante dans le mouvement politique et social multiforme qui caractérisait le Congo avant la chute du premier président de l'indépendance (l'abbé Fulbert Youlou), tombé lors d'un mouvement massif en août 1963 au terme de trois journées révolutionnaires dites les trois glorieuses »).
Les années immédiatement consécutives (1963 – 1966) le voient à la tête des JMNR (Jeunes du mouvement national révolutionnaire) et secrétaire du MNR (Mouvement national révolutionnaire)[54].

Premier ministre et ministre du Plan de mai 1966 à janvier 1968 sous la présidence de Massemba-Debat, il avait été limogé par ce dernier lors de l'un des nombreux remaniements successifs à la tête de l'Etat. Sa trajectoire politique entre 1968 et 1972 présentera dès lors des périodes très contrastées.

Dans la période 1968-1972 qui nous concernent plus particulièrement, les repères majeurs seront :

- août 1968 : conquête du pouvoir par les militaires et remplacement de Massemba-Débat par le commandant Marien Ngouabi, qui prend la présidence du CNR (conseil national de la révolution créé début août 1968) ; Noumzalay est l'in des trente membres de ce conseil

- l'année 1969 est très chahutée, mais le fil de la trajectoire politique de Noumazalay difficile à dérouler, faute d'investigations suffisantes dans des sources supplémentaires. L'accouchement de ce qui deviendra la république populaire du Congo et le passage à une nouvelle constitution et de nouvelles institutions de fait dans la douleur et, semble-t-il, dans une tentative de solder le passé. Pour ce qui concerne Noumazalay, il est acquitté en novembre 1969 avec d'autres accusés du jugement relatif aux « assassinats perpétrés sous l'ancien régime », mais interdit de toute activité politique et de toute sorte du territoire national pendant deux ans. Fin 1969, création du Parti Congolais du travail PCT et nouvelle Constitution du pays qui devient la République Populaire du Congo et adopte un drapeau rouge … ; Noumazalay ne figue pas parmi les dirigeants immédiatement issus de ces évènements

- 1970 - 1971 : A. Noumazalay devient membre du bureau politique du PCT (1er avril 1970) et il en fera partie sans discontinuer, malgré les recompositions à la direction du parti (bureau politique et comité central) au cours de ces deux années

À l'issue du Comité central du PCT (du 5 au 16 décembre 1971 à Brazzaville), Ambroise Noumazalay est confirmé en tant que l'un des cinq membres du bureau politique du PCT.

53 Parmi elles « Chronique politique congolaise » de Jean-Marie Nkouka-Menga, l'Harmattan 1997. Voir aussi le site officiel du PCT lien : http://www.particongolaisdutravail.org/histoire.html

54 cf. le Congo, ouvrage cité, partie I - Histoire politique sommaire du Congo depuis l'indépendance (notamment les pages 52 à 74) ou, sous une forme plus ramassée, Le Monde Diplomatique mai 1977 lien : https://www.monde-diplomatique.fr/1978/04/BERTRAND/34703

Bureau politique du PCT issu du comité central du PCT décembre 1971 .

De gauche à droite : Ange Diawara ; Ambrose Noumazalay ; Marien N'Gouabi ; Pierre N'Zé ; « le camarade Ange-Edouard Poungui est absent » sur cette photo, selon Etumba (n° 221, 18-25 décembre 1971).

En 1972, à la suite d'un coup d'état avorté le 22 février mené par la gauche congolaise, A. Noumazalay est condamné à mort (avec d'autres camarades) par une cour martiale et tous les condamnés ont été graciés par le président Ngouabi peu après la condamnation[55]. Toutefois, il n'a pas retrouvé rapidement de responsabilité politique ensuite. Ainsi, il ne figurait pas dans la liste nominative des 231 membres du Parti congolais du travail[56] parue fin janvier 1973 dans l'hebdomadaire du parti Etumba.

Plus tard il reviendra à des responsabilités politiques importantes. Ministre au milieu des années 1980 (mais dans des secteurs de second rang), puis à partir des années 1990, à nouveau des responsabilités au PCT (secrétaire du PCT, membre du bureau politique), en dernier lieu président du Sénat. Mais ces dernières étapes se situent dans un contexte totalement différent après le double assassinat du président Ngouabi et de l'archevêque de Brazzaville. Cette partie de sa vie politique est en dehors du champ de la présente note[57].

55 Tous les accusés ne bénéficieront pas de la totale remise de leur peine et certains, dont A. Noumazalay, seront assignés à résidence « à la campagne ». (source : Thomas Lamaury Monde Diplo, février 1974)

56 un peu plus que 200 membres du parti unique, pour une population de quelque 1,1 millions d'habitants !

57 cf. la notice nécrologique (novembre 2007) qui reprend les principales étapes de la carrière d 'Ambroise Noumazalay dans « La Semaine africaine», organe hebdomadaire catholique de Brazzaville (je n'ai pas trouvé d'autre article de presse locale). Lien : http://www.congoforum.be/upldocs/La%20Semaine

annexe 2 : une note du Plan congolais, juin 1971
(extrait de la page 1/5)

Extrait (page 1/5)

COORDINATION GENERALE DES
SERVICES DE PLANIFICATION

Juin 1971

PLANIFICATION A LONG TERME EN REPUBLIQUE POPULAIRE DU CONGO

Préambule

Après une décennie de croissance économique caractérisée essentiellement par l'édification d'une petite industrie légère de substitution d'importation placée en partie sous la dépendance de l'Etat, la stagnation de la production agricole, la saturation du système de transport et la perpétuation de la domination étrangère sur l'appareil de distribution et d'échanges, il apparaît que le développement ultérieur de l'économie congolaise est subordonné à une restruction de l'ensemble économique, de la société congolaise.

En particulier les faiblesses de l'accumulation proprement nationale ne pose pas seulement le problème de la domination étrangère mais également celui de l'accaparement par la bourgeoisie techno-bureaucratique des ressources de l'Etat au détriment des larges masses déshéritées : une grande partie du surplus économique est ainsi détournée de sa destination qui devrait être l'élevation du niveau de vie des masses, et, par le canal de l'Etat, seul agent capable d'assurer une accumulation nationale importante, le financement du développement. De même la transformation des mentalités et la préparation des futurs cadres, experts mais militants, conformément aux besoins et aux objectifs socialistes du pays_implique une véritable politique à long terme dans le domaine de l'éducation. En effet la transformation des structures, toujours lente, exige une longue période de temps ; c'est pourquoi il a été décidé de faire porter la réflexion, dans le cadre de la planification, sur les transformations à long terme (horizon 1985) de l'économie congolaise, afin que les programmes ou plans à moyen terme s'insèrent dans une perpective d'ensemble ayant fait l'objet d'un choix et d'une réflexion politique véritable. Dans ces conditions le rôle des Services de Planification et des cellules correspondantes des Ministères techniques est de fournir aux instances politiques, les élements techniques permettant d'asseoir leurs choix sur une connaissance solide des possibilités économiques du pays .

Il est donc important que les équipes de planification conservent constamment à l'esprit que leur travail doit d'abord éclairer les choix politiques de la période de transition vers le socialisme, c'est à dire d'une période longue, et non des quelques années à venir. C'est ensuite seulement que ces choix seront insérés par les techniciens dans un cadre global baptisé "Plan". En bref, pour décider du chemin à parcourir, la République Populaire du Congo veut porter son égard jusqu'à sa limite de visibilité de façon à éviter les erreurs de myopie et le conservatisme de ceux qui ne voient que les 2 ou 3 prochains pas .

Principe de la procédure proposée

Les considérations qui précèdent expliquent que la procédure de

%202747.pdf

Annexe 3 :

Couverture et 4ème de couverture des deux livres Congo et Angola de Hugues Bertrand

HUGUES BERTRAND

LE CONGO

FORMATION SOCIALE
ET MODE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

CRITIQUES DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE
FRANÇOIS MASPERO

Le Congo

**Formation sociale
et mode de développement économique**

Dans le silence... l'Afrique Noire se transforme. Les nouvelles classes sociales caractéristiques du mode de production capitaliste prennent forme... et, progressivement, conscience d'elles-mêmes, au sein de formations sociales évolutives et singulières du fait de l'originalité des modes de production antiérieurement dominants. Ces spécificités déroutent souvent l'observateur et l'analyse : que sont les classes ouvrières africaines, comment se constituent les mouvements ouvriers, comment évoluent les différenciations économiques et sociales au sein des paysanneries, qu'est-ce que le « prolétariat », que sont les « pseudo-bourgeoisies bureaucratiques », sur quels fondements économiques et quelles alliances politiques reposent ces nouvelles classes dominantes qui se forment à travers les appareils d'Etat néo-coloniaux, sont-elles porteuses d'un quelconque avenir ?

L'auteur, qui a travaillé au Congo (Brazzaville), s'efforce de répondre à ces questions et à bien d'autres, en analysant dans ses rouages essentiels, de manière détaillée et quantifiée, la reproduction économique et sociale d'ensemble de la formation sociale congolaise : l'histoire de la « révolution » congolaise, l'analyse des causes de son échec, apparaissent ainsi d'une richesse extrême; c'est un fantastique capital d'expérience qui a été accumulé, et qui doit être aujourd'hui divulgué, analysé, compris, non seulement au Congo mais par tous les militants et les intelligentsias progressistes d'Afrique Noire, et par tous ceux qui s'intéressent à l'Afrique.

François Maspero, 1, Place Paul-Painlevé, Paris Ve.

IMPRIMERIE GROU-RADENEZ - 75006 PARIS

ISBN 2-7071-0770-0

Groupe Afrique centrale du Cedetim

Angola : la lutte continue

CEDETIM / François Maspero

Angola : la lutte continue

Angola, Mozambique, Guinée-Bissau : pour la première fois en Afrique noire, des mouvements de libération arrivent au pouvoir après une longue lutte armée; il ne s'agit pas de groupes fantoches, de solutions néocoloniales imposées aux peuples dominés. Bien que le fascisme portugais, rétrograde, se soit désespérément accroché à ses colonies, les Caetano et Spinola n'ont pu assumer une décolonisation à leur profit.

Ces pays prennent alors un relief, une importance extrêmes; là, en effet, se fabrique, prend forme l'Afrique de demain. Leurs formations sociales originales sont déjà largement dominées par le mode de production capitaliste, mais elles sont encore plongées dans des formes antérieures d'organisation économique et sociale. Les tentatives, les solutions qu'essayent d'apporter ces mouvements de libération ont donc une importance considérable et des conséquences immédiates à l'intérieur et à l'extérieur, comme le prouvent déjà les événements d'Afrique du Sud, de Namibie et du Zimbabwé (Rhodésie).

Où en est l'Angola aujourd'hui ? Qu'est-ce que le M.P.L.A. qui le dirige ? Que contiennent-ils en germe ? Voici les questions auxquelles s'efforce de répondre cet ouvrage, en les situant toujours dans leur dimension historique.

Nombreux sont ceux, Français et Africains, qui, même bien informés, cherchent à comprendre la signification des événements récents en Angola et de leurs conséquences. L'intérêt de ce travail collectif de militants français et africains, c'est de répondre enfin par des analyses approfondies, partant des problèmes internes au mouvement et au pays; ils permettent ainsi de sortir de la gangue des clichés, des *a priori*, pour saisir ce qui s'est passé, ce qui se passe, quelle Afrique s'ébauche là-bas, en Angola, et quelle lutte s'y poursuit.

François Maspero, 1, place Paul-Painlevé, 75005 PARIS

IMPRIMERIE GROU-RADENEZ - 75006 PARIS

ISBN 2-7071-0927-4

Hugues Bertrand

Le Congo
Formation sociale et mode
de développement économique

F Maspero 1975

Table

Préambule 7

I. L'idéologie du développement 7
II. La nature du pouvoir en Afrique noire 10
III. La nature du développement 15
IV. L'évolution des contradictions 33

I. Histoire politique sommaire du Congo depuis l'indépendance 47

II. Introduction à la formation sociale congolaise 75

1. Historique : apparition des conditions d'un développement du mode de production capitaliste au Congo .. 77

I. La pénétration marchande et coloniale 77

II. Transition de l'économie coloniale dirigée au capitalisme 84

2. Les transformations de la société congolaise à la suite de la pénétration du mode de production capitaliste 92

I. Aperçu rapide sur les classes sociales au Congo .. 96

A. La paysannerie 99
B. Le préprolétariat 105
C. Les couches salariées et le prolétariat 115
D. L'accès aux moyens de production individuels : artisanat et petit commerce 125
E. Le petit capital privé congolais 130
F. La pseudo-bourgeoisie bureaucratique 133
G. L'impérialisme et les bourgeoisies étrangères dominantes 140

II. Aperçu rapide sur la population congolaise 141

A. La démographie globale 144
B. La population rurale 148
C. La population urbaine 155
1. Quelques caractères des populations de Brazzaville et Pointe Noire 156
2. L'activité à Brazzaville et à Pointe Noire 160

III. L'activité économique au Congo 169

1. Agriculture et élevage 171

I. Les grands traits de l'agriculture congolaise .. . 171

II. La politique agricole et paysanne depuis l'indépendance 179

III. Quelques données quantitatives approximatives 186

A. Les cultures « commerciales » 188
B. Les cultures vivrières et l'élevage 190

Annexe. L'approvisionnement des villes 194

2. L'activité industrielle 197

I. Remarques liminaires 197

II. Les industries congolaises 201

A. L'énergie et l'eau 201
B. L'exploitation des forêts 204
C. L'exploitation minière 213
1. Remarque liminaire 213
2. Les ressources minières du Congo 214
D. Les industries agricoles et alimentaires 217
E. Construction et travail des métaux 222
F. Autres activités industrielles 227

III. Quelques remarques sur l'industrialisation du Congo 229

3. L'activité du commerce et du transport 234

I. Le pouvoir politique et l'appareil commercial .. 238

II. La politique des transports 245

IV. La reproduction économique et sociale 251

1. L'appareil d'Etat 253

I. La Fonction publique 254

II. Les finances publiques 260

A. Les recettes 260
B. Les dépenses 262
C. La trésorerie de l'Etat 266

III. Le secteur d'Etat 269

2. Le financement de l'économie 277

I. Plus-value et accumulation 277

II. Le système bancaire et les organismes de collecte de l'épargne 285

3. Quelques aspects des différenciations sociales et de leur reproduction 294

I. Les salaires 294

II. L'école 301

Conclusion 309

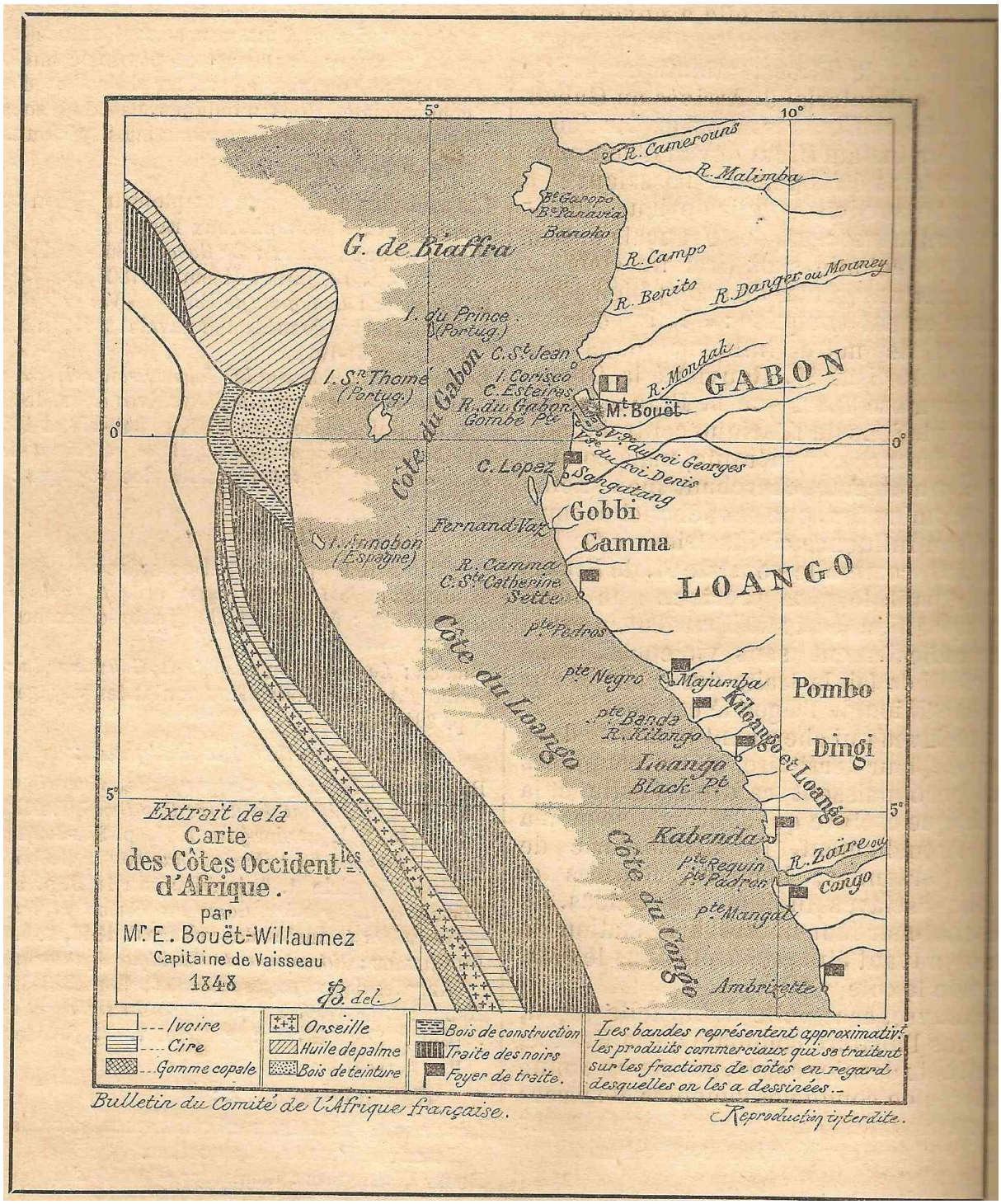
Annexe 5 - Histoire longue

Une représentation de la côte occidentale de l'Afrique (milieu du 19ème siècle)

Quelque cent vingt ans avant l'histoire évoquée précédemment, voici comment se présentait la côte atlantique du futur Congo relevée par un officier de marine français avant la colonisation.

On appréciera l'originalité de la représentation graphique des flux commerciaux ainsi que la nomenclature des « produits commerciaux » exploités. Cette carte date de l'année de l'abolition de l'esclavage par la France !

Remarque : malgré l'utilisation commune du mot « formation » dans les intitulés des publications, ce document n'est pas extrait du livre de Hugues Bertrand et rien n'indique qu'il en ait eu connaissance ; le contraire est plus probable.



Source : La formation de la colonie du Congo français (1843-1882) par Jacques Ancel

Publication du bulletin du Comité de l'Afrique française (1902)